

L'éducation de l'enfance à l'ère du COVID-19, une question de poids et de mesures

Bien sûr, il s'agit de ne rien nier de la difficulté, de la complexité et des enjeux de la révolution contrainte qui se déroule sous nos yeux. Il serait malvenu également, tendance malheureusement en vogue, de venir critiquer les mesures prises jusqu'ici après avoir paré au plus pressé pour éviter le pire. Pourtant un sujet nous interpelle, et sans doute ne mettrions-nous pas le doigt dessus si la crise n'aggravait pas une tendance si couramment observée jusqu'ici. C'est, comme le dit le titre de ce billet d'humeur, une question de poids et de mesures en forme de méchant jeu de mots : les mesures, nous les connaissons, elles s'égrènent régulièrement depuis le début de la crise, tâtonnent, progressent aussi bien que possible. Mais le *poids*, ce qui *pèse* vraiment dans les décisions prises, questionne. Dans la plupart des mesures adoptées à propos des enfants, aucune ne se base d'un premier élan sur le bénéfique ou le bien de celui-ci.

Peut-être est-ce un effet grossissant de la crise : dans l'urgence, il s'agit de décider vite et de prioriser les problèmes la tête froide. Ce pragmatisme à la Suisse, terme qui revient souvent dans le discours politique, met aussi en lumière sans nécessairement le vouloir une *hiérarchie* des préoccupations de notre société. Considéré sous cet angle, le constat a de quoi agacer. Fermeture des écoles ? Limitation de propagation du virus. Réouverture des écoles, les plus jeunes d'abord ? Il est temps que les parents puissent travailler sans les avoir dans les jambes. Fermeture des crèches ? oui, mais pas vraiment en fait, au moins dans la mesure où les métiers qui comptent « au front » puissent se dégager de ces obligations-là. Réouverture des crèches ? Cf. arguments avancés pour l'école primaire, en plus de la protection des aînés. L'impression qui s'en dégage, c'est que les enfants sont cette population qu'il faut déplacer, occuper, adresser aux endroits qui permettent aux adultes de retourner à leurs occupations professionnelles, pilier (certes) de nos sociétés.

Les enfants, dans ces conditions, ne semblent plus être *sujets* des décisions prises, mais bien *objets* de ces mêmes décisions. Poussons la provocation jusqu'au bout, et disons que des objets, ça se range (en structure et à l'école, à leur place quoi) histoire que la société retrouve l'activité qui la fait tenir debout : nourrir et développer le tissu économique, produire et consommer des biens. Personne n'irait minimiser l'aspect essentiel de ce dernier point, il faudrait être un révolutionnaire idéaliste, et même s'il en faut, là n'est pas notre propos. Ce que l'on déplore, c'est que l'urgence pousse à classer les sujets de société par ordre d'importance, et que ces priorités trahissent ce qui est considéré comme nécessaire ici et maintenant. L'enfant, son devenir, son intérêt propre, sa participation au monde qui l'entoure et son poids dans les décisions prises qui le concernent, tout cela semble aujourd'hui des thèmes « luxueux », que l'on reprendra dans des temps meilleurs.

C'est d'ailleurs étonnant et assez ironique : cette question de l'enfant citoyen qui détient les clés pour lui-même de son propre devenir est *au cœur* de cette convention des droits de l'enfant dont nous avons célébré les 30 ans il y a quelques mois. Mais rangés les cotillons et passé le parfum du gâteau, ses principes se font aujourd'hui étonnamment discrets. Or, gageons que la manière dont les enfants vivent ce moment de tension, se positionnent et sont considérés dans ce contexte, cela leur donne d'une part les clés pour gérer la prochaine crise (demain, dans cinq, dix ou vingt ans), mais également la capacité d'être acteurs du présent, qui les concerne de plein droit. Tout ceci -cette crise qui en préfigure d'autres, car ainsi va la vie-, devrait se jouer ici, aujourd'hui, et *avec eux*.

Sébastien Gollut
Coraline Hirschi
Laurence Vassalli
Stéphanie Dikranian Maret
Christine Clivaz